

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 24 août 2026

Faits saillants

- Croissance stable du PIB de la Suisse en 2025 à +1,6%.
- En raison de la sécheresse, le Conseil fédéral souhaite allouer des fonds supplémentaires pour les forêts et l'agriculture.
- Une étude d'Interpharma alerte quant aux répercussions de la politique douanière américaine sur la Suisse.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 27/08	Var. vs 20/08
EUR/CHF	0,9385	+ 0,5 %
USD/CHF	0,8056	+ 1,0 %
SMI	14 384	+ 0,1 %
Taux 10a	0,443 %	- 3 pb

Macroéconomie

Croissance : Le PIB de la Suisse a augmenté de +1,6% en 2025, stable par rapport à l'année précédente (cf. [communiqué](#)). La croissance du PIB en 2024 a été révisée à +1,5%, contre +1,4% lors des premières estimations. En 2025, la croissance a été portée par la hausse des dépenses de consommation des ménages (+1,7%), portée par les dépenses pour la santé, les transports et la restauration. Contrairement à la stagnation de l'année précédente, l'augmentation des investissements a été soutenue (+3,5% en 2025). L'excédent de la balance commerciale a diminué après une année de croissance : les importations ont enregistré une hausse plus importante (+11,7%) que les exportations (+5,9%), notamment pour les biens, tandis que le commerce des services a crû. L'industrie manufacturière a enregistré une évolution positive, avec un taux de croissance de 2,4%. Le revenu national brut (RNB) à prix courants, qui mesure la somme des revenus nets perçus par les entreprises et les ménages établis en Suisse, a quant à lui progressé de 2,5%.

FMI : Le Conseil fédéral a approuvé une contribution de 40 M CHF en faveur d'un nouveau partenariat entre le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et le Fonds monétaire international (FMI) pour la période 2026-2030 (cf. [communiqué](#)). Dans le cadre de ce partenariat, le SECO soutient le FMI dans ses activités d'assistance technique aux pays membres. Le programme du FMI vise à renforcer l'efficacité des ministères des finances, des banques centrales et des autorités de surveillance.

Secteurs non financiers

Sécheresse : En raison de la canicule et de la sécheresse, le Conseil fédéral souhaite allouer des fonds supplémentaires pour les forêts et l'agriculture (cf. [communiqué](#)). La Suisse connaît une sécheresse exceptionnelle : elle n'a jamais enregistré aussi peu de précipitations jusqu'à la mi-août que durant

l'été 2026. En réponse, le Conseil fédéral propose au Parlement d'augmenter le crédit « Forêts » pour 2027 de 17,5 M CHF et demande, en outre, la possibilité de solliciter chaque année des moyens additionnels d'un montant équivalent dès 2028. Le Conseil fédéral entend également augmenter l'aide aux exploitations paysannes de 54 M CHF en 2026, sous la forme de prêts sans intérêt. Les départements concernés sont chargés d'analyser la situation d'ici à fin octobre 2026 afin d'examiner si des mesures complémentaires d'adaptation aux épisodes de canicule et de sécheresse sont nécessaires.

Pharma : Une analyse réalisée par BAK Economics à la demande d'Interpharma évalue les répercussions possibles de la politique pharmaceutique américaine sur la Suisse (cf. [communiqué](#)). Dans le scénario de base, la croissance de l'industrie pharmaceutique suisse ralentit nettement, passant de 12,8% par an sur la période 2015-2025 à 6,9% sur 2025-2040. Dans le scénario d'une « rupture structurelle », la perte cumulée de valeur ajoutée brute d'ici à 2040 atteint près de 195 Mds CHF par rapport à la trajectoire de référence. Cette perte s'explique avant tout par les conséquences de l'approche de la « nation la plus favorisée » (NPF), par laquelle les Etats-Unis souhaitent aligner les prix de leurs médicaments sur ceux pratiqués dans d'autres pays industrialisés. Les Etats-Unis constituent le principal marché de l'industrie pharmaceutique suisse, représentant près de 30% des exports de la branche en 2025. Le manque à gagner lié à la clause MFN n'est pas en majeure partie directement dû à la baisse des prix des médicaments aux Etats-Unis, mais indirectement aux décisions de mise sur le marché de nouveaux médicaments en dehors des Etats-Unis. Ce mécanisme aurait d'ores et déjà des conséquences concrètes pour la Suisse : une enquête d'Interpharma montre qu'entre janvier 2025 et juin 2026, 7 des 22 nouveaux médicaments innovants n'ont pas fait l'objet d'une demande d'inscription sur la liste des spécialités.

Industrie MEM : Dans l'industrie tech, la légère tendance à la hausse s'est poursuivie mais la reprise reste fragile selon SwissMEM, l'association de l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (cf. [communiqué](#)). Les entrées de commandes (+12,1%), les chiffres d'affaires (+2,5%) et les exportations (+1,7%) ont augmenté au premier semestre 2026 par rapport à la même période de l'année précédente. Toutefois, la croissance des chiffres d'affaires a été principalement tirée par les grandes entreprises, tandis que, chez les PME, les chiffres d'affaires ont reculé. SwissMEM s'inquiète de la pression sur les marges, alors qu'un quart des entreprises affichent des marges EBIT négatives, et du faible taux d'utilisation des capacités de production (81,1% au T2 2026, contre un taux moyen à long terme de 85,6%). Stefan Brupbacher, directeur de Swissmem, s'inquiète de la multiplicité et la durée des crises (covid, Ukraine, guerres douanières, Iran...). Il ne défend pas pour autant une politique industrielle, mais plaide pour les « meilleures conditions-cadres possibles ». Sa priorité reste d'obtenir le libre accès au plus grand nombre possible de marchés, d'où son soutien aux accords de libre-échange avec le Mercosur (cf. [veille économique et financière du 13 au 19 juin](#)) et la Chine (cf. [veille économique et financière du 15 au 21 août](#)).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Etienne OUDOT de DAINVILLE

Rédaction : Julie MURO, Justine BULTEL

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay